

Séminaire « Enquêtes marxistes sur le capitalisme contemporain »

2^e séance – Classe, travail, exploitation

1. Friedrich Engels, *La Situation de la classe laborieuse en Angleterre, 1845.*

Mais ce qui a sur les travailleurs anglais une action beaucoup plus démoralisante encore c'est l'insécurité de leur position sociale, la nécessité de vivre au jour le jour, bref, ce qui en fait des *prolétaires*.

Nos petits paysans d'Allemagne sont eux aussi pour la plupart pauvres et dans le besoin, mais ils dépendent moins du hasard et possèdent au moins quelque chose de solide. Mais le prolétaire qui n'a que ses deux bras, qui mange aujourd'hui ce qu'il a gagné hier, qui dépend du moindre hasard, qui n'a pas la moindre garantie qu'il aura la capacité d'acquérir les denrées les plus indispensables – chaque crise, le moindre caprice de son patron peut faire de lui un chômeur – le prolétaire est placé dans la situation la plus inhumaine qu'être humain puisse imaginer. L'existence de l'esclave est au moins assurée par l'intérêt de son maître, le serf a au moins un lopin de terre qui le fait vivre, tous deux ont au moins la garantie de pouvoir subsister, mais le prolétaire, lui, est à la fois réduit à lui-même et mis hors d'état d'utiliser ses forces de telle sorte qu'il puisse compter sur elles. Tout ce que peut tenter le prolétaire pour améliorer sa situation est une goutte d'eau dans la mer auprès des vicissitudes auxquelles il est exposé et contre lesquelles il ne peut absolument rien. Il est le jouet passif de toutes les combinaisons possibles des circonstances et peut s'estimer heureux de sauver sa peau, ne serait-ce que pour un temps. Et comme on le conçoit, son caractère et son genre de vie portent à leur tour la marque de ces conditions d'existence.

Ou bien il cherche – dans ce tourbillon – à se maintenir à la surface, à sauver ce qu'il y a d'humain en lui, et il ne peut le faire qu'en se révoltant contre la classe qui l'exploite si impitoyablement et l'abandonne ensuite à son sort, qui tente de le contraindre à rester dans cette situation indigne d'un homme, c'est-à-dire contre la bourgeoisie - ou bien, il renonce à cette lutte contre l'existence qui lui est faite parce qu'il la tient pour stérile et cherche autant qu'il le peut à profiter des éléments favorables. Économiser ne lui sert de rien car il ne peut au maximum que réunir assez d'argent pour se nourrir durant quelques semaines et s'il devient chômeur, ce n'est pas seulement l'affaire de quelques semaines. Il lui est impossible d'acquérir de façon durable une propriété et s'il le pouvait, il cesserait alors d'être un ouvrier et un autre prendrait sa place. Que peut-il donc faire de mieux s'il a un bon salaire, que d'en bien vivre ? Le bourgeois anglais est extrêmement étonné et scandalisé de la vie large que mènent les travailleurs durant les périodes de hauts salaires – et pourtant il n'est pas seulement naturel, il est aussi tout à fait raisonnable de la part de ces gens de jouir de l'existence, quand ils le peuvent, au lieu d'amasser des trésors qui ne leur servent de rien et que mites et rouille, c'est-à-dire les bourgeois, finiront quand même par ronger. Mais semblable existence est plus démoralisante que toute autre.

2. Karl Marx, *Misère de la philosophie – II : La métaphysique de l'économie politique – Les grèves et les coalitions des ouvriers, 1847*

C'est sous la forme des coalitions qu'ont toujours lieu les premiers essais des travailleurs pour s'associer entre eux.

La grande industrie agglomère dans un endroit une foule de gens inconnus les uns aux autres. La concurrence les divise d'intérêts. Mais le maintien du salaire, cet intérêt commun qu'ils ont contre leur maître, les réunit dans une même pensée de résistance - coalition. Ainsi la coalition a toujours un double but, celui de faire cesser entre eux la concurrence, pour pouvoir faire une concurrence générale au capitaliste. Si le premier but de résistance n'a été que le maintien des salaires, à mesure que les

capitalistes à leur tour se réunissent dans une pensée de répression, les coalitions, d'abord isolées, se forment en groupes, et en face du capital toujours réuni, le maintien de l'association devient plus nécessaire pour eux que celui du salaire. Cela est tellement vrai, que les économistes anglais sont tout étonnés de voir les ouvriers sacrifier une bonne partie du salaire en faveur des associations qui, aux yeux de ces économistes, ne sont établies qu'en faveur du salaire. Dans cette lutte - véritable guerre civile - se réunissent et se développent tous les éléments nécessaires à une bataille à venir. Une fois arrivée à ce point-là, l'association prend un caractère politique.

Les conditions économiques avaient d'abord transformé la masse du pays en travailleurs. La domination du capital a créé à cette masse une situation commune, des intérêts communs. Ainsi cette masse est déjà une classe vis-à-vis du capital, mais pas encore pour elle-même. Dans la lutte, dont nous n'avons signalé que quelques phases, cette masse se réunit, elle se constitue en classe pour elle-même. Les intérêts qu'elle défend deviennent des intérêts de classe. Mais la lutte de classe à classe est une lutte politique.

Dans la bourgeoisie, nous avons deux phases à distinguer celle pendant laquelle elle se constitua en classe sous le régime de la féodalité et de la monarchie absolue, et celle où, déjà constituée en classe, elle renversa la féodalité et la monarchie, pour faire de la société une société bourgeoise. La première de ces phases fut la plus longue et nécessita les plus grands efforts. Elle aussi avait commencé par des coalitions partielles contre les seigneurs féodaux.

3. Karl Marx et Friedrich Engels, *Le manifeste du Parti communiste*, 1847-1848

L'histoire de toute société jusqu'à nos jours n'a été que l'histoire de luttes de classes.

Homme libre et esclave, patricien et plébéien, baron et serf, maître de jurande¹ et compagnon, en un mot oppresseurs et opprimés, en opposition constante, ont mené une guerre ininterrompue, tantôt ouverte, tantôt dissimulée, une guerre qui finissait toujours soit par une transformation révolutionnaire de la société tout entière, soit par la destruction des deux classes en lutte.

Dans les premières époques historiques, nous constatons presque partout une organisation complète de la société en classes distinctes, une échelle graduée de conditions sociales. Dans la Rome antique, nous trouvons des patriciens, des chevaliers, des plébéiens, des esclaves ; au moyen âge, des seigneurs, des vassaux, des maîtres de corporation, des compagnons, des serfs et, de plus, dans chacune de ces classes, une hiérarchie particulière.

La société bourgeoise moderne, élevée sur les ruines de la société féodale, n'a pas aboli les antagonismes de classes. Elle n'a fait que substituer de nouvelles classes, de nouvelles conditions d'oppression, de nouvelles formes de lutte à celles d'autrefois.

Cependant, le caractère distinctif de notre époque, de l'époque de la bourgeoisie, est d'avoir simplifié les antagonismes de classes. La société se divise de plus en plus en deux vastes camps ennemis, en deux grandes classes diamétralement opposées : la bourgeoisie et le prolétariat.

Des serfs du moyen âge naquirent les bourgeois des premières agglomérations urbaines ; de cette population municipale sortirent les premiers éléments de la bourgeoisie.

La découverte de l'Amérique, la circumnavigation de l'Afrique offrirent à la bourgeoisie naissante un nouveau champ d'action. Les marchés des Indes Orientales et de la Chine, la colonisation de l'Amérique, le commerce colonial, la multiplication des moyens d'échange et, en général, des marchandises donnèrent un essor jusqu'alors inconnu au négoce, à la navigation, à l'industrie et

¹ Maître de jurande, c'est-à-dire membre de plein droit d'une corporation, maître du corps de métier et non juré. (Note d'Engels pour l'édition anglaise de 1888.)

assurèrent, en conséquence, un développement rapide à l'élément révolutionnaire de la société féodale en dissolution.

L'ancien mode d'exploitation féodal ou corporatif de l'industrie ne suffisait plus aux besoins qui croissaient sans cesse à mesure que s'ouvraient de nouveaux marchés. La manufacture prit sa place. La moyenne bourgeoisie industrielle supplanta les maîtres de jurande ; la division du travail entre les différentes corporations céda la place à la division du travail au sein de l'atelier même.

Mais les marchés s'agrandissaient sans cesse : la demande croissait toujours. La manufacture, à son tour, devint insuffisante. Alors, la vapeur et la machine révolutionnèrent la production industrielle. La grande industrie moderne supplanta la manufacture ; la moyenne bourgeoisie industrielle céda la place aux millionnaires de l'industrie, aux chefs de véritables armées industrielles, aux bourgeois modernes.

La grande industrie a créé le marché mondial, préparé par la découverte de l'Amérique. Le marché mondial accéléra prodigieusement le développement du commerce, de la navigation, des voies de communication. Ce développement réagit à son tour sur l'extension de l'industrie ; et, au fur et à mesure que l'industrie, le commerce, la navigation, les chemins de fer se développaient, la bourgeoisie grandissait, décuplant ses capitaux et refoulant à l'arrière-plan les classes léguées par le Moyen-âge.

4. Karl Marx et Friedrich Engels, *Le manifeste du Parti communiste – I. Bourgeois et prolétaires, 1847-1848*

Mais la bourgeoisie n'a pas seulement forgé les armes qui la mettront à mort ; elle a produit aussi les hommes qui manieront ces armes, les ouvriers modernes, les prolétaires.

À mesure que grandit la bourgeoisie, c'est-à-dire le capital, se développe aussi le prolétariat, la classe des ouvriers modernes qui ne vivent qu'à la condition de trouver du travail et qui n'en trouvent que si leur travail accroît le capital. Ces ouvriers, contraints de se vendre au jour le jour, sont une marchandise, un article de commerce comme un autre ; ils sont exposés, par conséquent, à toutes les vicissitudes de la concurrence, à toutes les fluctuations du marché.

Le développement du machinisme et la division du travail, en faisant perdre au travail de l'ouvrier tout caractère d'autonomie, lui ont fait perdre tout attrait. Le producteur devient un simple accessoire de la machine, on n'exige de lui que l'opération la plus simple, la plus monotone, la plus vite apprise. Par conséquent, ce que coûte l'ouvrier se réduit, à peu de chose près, au coût de ce qu'il lui faut pour s'entretenir et perpétuer sa descendance. Or, le prix du travail², comme celui de toute marchandise, est égal à son coût de production. Donc, plus le travail devient répugnant, plus les salaires baissent. Bien plus, la somme de labeur s'accroît avec le développement du machinisme et de la division du travail, soit par l'augmentation des heures ouvrables, soit par l'augmentation du travail exigé dans un temps donné, l'accélération du mouvement des machines, etc.

L'industrie moderne a fait du petit atelier du maître artisan patriarcal la grande fabrique du capitalisme industriel. Des masses d'ouvriers, entassés dans la fabrique, sont organisés militairement. Simples soldats de l'industrie, ils sont placés sous la surveillance d'une hiérarchie complète de sous-officiers et d'officiers. Ils ne sont pas seulement les esclaves de la classe bourgeoise, de l'État bourgeois, mais encore, chaque jour, à chaque heure, les esclaves de la machine, du contremaître et surtout du bourgeois fabricant lui-même. Plus ce despotisme proclame ouvertement le profit comme son but unique, plus il devient mesquin, odieux, exaspérant.

Moins le travail exige d'habileté et de force, c'est-à-dire plus l'industrie moderne progresse, et plus le travail des hommes est supplanté par celui des femmes et des enfants. Les distinctions d'âge et de sexe

² Dans les écrits postérieurs, Marx et Engels remplacent les expressions "valeur du travail" et "prix du travail" par les termes plus exacts "valeur de la force de travail" et "prix de la force de travail" introduits par Marx. (N.R.)

n'ont plus d'importance sociale pour la classe ouvrière. Il n'y a plus que des instruments de travail, dont le coût varie suivant l'âge et le sexe.

[...] Petits industriels, marchands et rentiers, artisans et paysans, tout l'échelon inférieur des classes moyennes de jadis, tombent dans le prolétariat ; d'une part, parce que leurs faibles capitaux ne leur permettant pas d'employer les procédés de la grande industrie, ils succombent dans leur concurrence avec les grands capitalistes ; d'autre part, parce que leur habileté technique est dépréciée par les méthodes nouvelles de production. De sorte que le prolétariat se recrute dans toutes les classes de la population.

5. Karl Marx et Friedrich Engels, *Le manifeste du Parti communiste* – I. Bourgeois et prolétaires, 1847-1848

Le prolétariat passe par différentes phases d'évolution. Sa lutte contre la bourgeoisie commence avec son existence même.

La lutte est engagée d'abord par des ouvriers isolés, ensuite par les ouvriers d'une même fabrique, enfin par les ouvriers d'une même branche d'industrie, dans une même localité, contre le bourgeois qui les exploite directement. Ils ne dirigent pas seulement leurs attaques contre les rapports bourgeois de production : ils les dirigent contre les instruments de production eux-mêmes ; ils détruisent les marchandises étrangères qui leur font concurrence, brisent les machines, brûlent les fabriques et s'efforcent de reconquérir la position perdue de l'artisan du Moyen-âge.

A ce stade, le prolétariat forme une masse disséminée à travers le pays et émiettée par la concurrence. S'il arrive que les ouvriers se soutiennent par l'action de masse, ce n'est pas encore là le résultat de leur propre union, mais de celle de la bourgeoisie qui, pour atteindre ses fins politiques propres, doit mettre en branle le prolétariat tout entier, et qui possède encore provisoirement le pouvoir de le faire. Durant cette phase, les prolétaires ne combattent donc pas leurs propres ennemis, mais les ennemis de leurs ennemis, c'est-à-dire les vestiges de la monarchie absolue, propriétaires fonciers, bourgeois non industriels, petits bourgeois. Tout le mouvement historique est de la sorte concentré entre les mains de la bourgeoisie ; toute victoire remportée dans ces conditions est une victoire bourgeoise.

Or, le développement de l'industrie, non seulement accroît le nombre des prolétaires, mais les concentre en masses plus considérables ; la force des prolétaires augmente et ils en prennent mieux conscience. Les intérêts, les conditions d'existence au sein du prolétariat, s'égalisent de plus en plus, à mesure que la machine efface toute différence dans le travail et réduit presque partout le salaire à un niveau également bas. Par suite de la concurrence croissante des bourgeois entre eux et des crises commerciales qui en résultent, les salaires deviennent de plus en plus instables ; le perfectionnement constant et toujours plus rapide de la machine rend la condition de l'ouvrier de plus en plus précaire ; les collisions individuelles entre l'ouvrier et le bourgeois prennent de plus en plus le caractère de collisions entre deux classes. Les ouvriers commencent par former des coalitions contre les bourgeois pour la défense de leurs salaires. Ils vont jusqu'à constituer des associations permanentes pour être prêts en vue de rébellions éventuelles. Çà et là, la lutte éclate en émeute.

Parfois, les ouvriers triomphent ; mais c'est un triomphe éphémère. Le résultat véritable de leurs luttes est moins le succès immédiat que l'union grandissante des travailleurs. Cette union est facilitée par l'accroissement des moyens de communication qui sont créés par une grande industrie et qui permettent aux ouvriers de localités différentes de prendre contact. Or, il suffit de cette prise de contact pour centraliser les nombreuses luttes locales, qui partout revêtent le même caractère, en une lutte nationale, en une lutte de classes. Mais toute lutte de classes est une lutte politique, et l'union que les bourgeois du moyen âge mettaient des siècles à établir avec leurs chemins vicinaux, les prolétaires modernes la réalisent en quelques années grâce aux chemins de fer.

Cette organisation du prolétariat en classe, et donc en parti politique, est sans cesse détruite de nouveau par la concurrence que se font les ouvriers entre eux. Mais elle renaît toujours, et toujours

plus forte, plus ferme, plus puissante. Elle profite des dissensions intestines de la bourgeoisie pour l'obliger à reconnaître, sous forme de loi, certains intérêts de la classe ouvrière : par exemple le bill de dix heures en Angleterre.

6. Karl Marx, *Le 18 brumaire de Louis Napoléon Bonaparte* – section 3 (extrait), 1851.

Légitimistes et orléanistes constituaient, comme nous l'avons dit, les deux grandes fractions du parti de l'ordre. Ce qui attachait ces fractions à leurs prétendants et les opposait l'une à l'autre, n'était-ce pas autre chose que les fleurs de lis et le drapeau tricolore, la maison des Bourbons et la maison d'Orléans, ces diverses nuances du royalisme ou, en général, leur religion royaliste ? Sous les Bourbons, c'était la *grande propriété foncière* qui avait régné, avec ses prêtres et ses laquais. Sous les Orléans, c'étaient la haute finance, la grande industrie, le grand commerce, c'est-à-dire le *capital*, avec sa suite d'avocats, de professeurs et de beaux parleurs. La royauté légitime n'était que l'expression politique de la domination héréditaire des seigneurs terriens, de même que la monarchie de Juillet n'était que l'expression politique de la domination usurpée des parvenus bourgeois.

Ce qui, par conséquent, divisait entre elles les fractions, ce n'étaient pas de prétendus principes, c'étaient leurs conditions matérielles d'existence, deux espèces différentes de propriété, le vieil antagonisme entre la ville et la campagne, la rivalité entre le capital et la propriété foncière. Qu'en même temps de vieux souvenirs, des inimitiés personnelles, des craintes et des espérances, des préjugés et des illusions, des sympathies et des antipathies, des convictions, des articles de foi et des principes les aient liées à l'une ou à l'autre maison royale, qui le nie ? Sur les différentes formes de propriété, sur les conditions d'existence sociale s'élève toute une superstructure d'impressions, d'illusions, de façons de penser et de conceptions philosophiques particulières. La classe tout entière les crée et les forme sur la base de ces conditions matérielles et des rapports sociaux correspondants. L'individu qui les reçoit par la tradition ou par l'éducation peut s'imaginer qu'elles constituent les véritables raisons déterminantes et le point de départ de son activité.

Si les orléanistes, les légitimistes, si chaque fraction s'efforçait de se persuader elle-même et de persuader les autres qu'elles étaient séparées par leur attachement à leurs deux maisons royales, les faits montrèrent dans la suite que c'était bien plus la divergence de leurs intérêts qui interdisait l'union des deux dynasties. Et, de même que dans la vie privée, on distingue entre ce qu'un homme dit ou pense de lui et ce qu'il est et fait réellement, il faut distinguer, encore davantage dans les luttes historiques, entre la phraséologie et les prétentions des partis et leur constitution et leurs intérêts véritables, entre ce qu'ils s'imaginent être et ce qu'ils sont en réalité. Orléanistes et légitimistes se trouvaient dans la République les uns à côté des autres, avec des prétentions égales.

Si chaque fraction se proposait contre l'autre la *restauration* de sa *propre* dynastie, cela signifiait uniquement que les *deux grands intérêts* divisant la *bourgeoisie* – propriété foncière et capital – s'efforçaient, chacun de son côté, de rétablir sa propre suprématie et la subordination de l'autre. Nous parlons de deux intérêts de la bourgeoisie, car la grande propriété foncière, malgré sa coquetterie féodale et son orgueil de race, s'était complètement embourgeoisée, par suite du développement de la société moderne. C'est ainsi qu'en Angleterre, les tories se sont longtemps imaginés qu'ils étaient enthousiastes de la royauté, de l'Église et des beautés de la vieille Constitution anglaise jusqu'au jour où le danger leur arracha l'aveu qu'ils n'étaient enthousiastes que de la *rente foncière*.

Les royalistes coalisés intriguaient entre eux dans la presse à Ems, à Claremont³, en dehors du Parlement. Dans les coulisses, ils revêtaient leurs anciennes livrées orléanistes et légitimistes et recommençaient leurs anciens tournois. Mais, sur la scène publique, lorsqu'ils jouaient la pièce civique

³ Ems était le lieu de séjour du prétendant au trône de France de la dynastie des Bourbons, le comte de Chambord (que ses partisans appelèrent Henri V). Son rival de la dynastie d'Orléans (Louis-Philippe), qui s'enfuit après la révolution de Février, en Angleterre, vivait à *Claremont*, dans le voisinage de Londres. Ems et Claremont étaient donc les centres d'intrigues monarchistes.

principale, en tant que grand parti parlementaire, ils n'adressaient à leurs dynasties respectives que de simples révérences et ajournaient *in infinitum* la restauration de la monarchie. Ils menaient leur véritable affaire en tant que *parti de l'ordre*, c'est-à-dire sous une étiquette *sociale* et non pas sous une étiquette *politique*, comme représentants de l'ordre bourgeois et non comme chevaliers de princesses errantes, en tant que classe bourgeoise opposée à d'autres classes, et non pas en tant que royalistes opposés aux républicains.

Leur domination, en tant que parti de l'ordre, sur les autres classes de la société fut plus absolue et plus dure qu'elle ne l'avait été auparavant sous la Restauration ou sous la monarchie de Juillet, et elle n'était possible que sous la forme de la République parlementaire, car c'est seulement sous cette forme que les deux grandes fractions de la bourgeoisie française pouvaient s'unir et, par conséquent, substituer la domination de leur classe à celle d'une fraction privilégiée de cette classe. Et si, néanmoins, en tant que parti de l'ordre, ils insultaient la République et exprimaient leur aversion à son égard, ils ne le faisaient pas seulement par conviction royaliste. Leur instinct leur disait que si la République rend plus complète leur domination politique, elle en mine en même temps les bases sociales en les opposant aux classes opprimées de la société et en les obligeant à lutter contre elles sans intermédiaire, sans le couvert de la couronne, sans pouvoir détourner l'intérêt de la nation au moyen de leurs luttes subalternes entre eux et contre la royauté. C'était le sentiment de leur faiblesse qui les faisait trembler devant les conditions pures de leur propre domination de classe et regretter les formes moins achevées, moins développées et, par conséquent, moins dangereuses de leur domination.

7. Karl Marx, *Le 18 brumaire de Louis Napoléon Bonaparte* – section 7 (extrait), 1851.

Les paysans parcellaires constituent une masse énorme dont les membres vivent tous dans la même situation, mais sans être unis les uns aux autres par des rapports variés. Leur mode de production les isole les uns des autres, au lieu de les amener à des relations réciproques. Cet isolement est encore aggravé par le mauvais état des moyens de communication en France et par la pauvreté des paysans. L'exploitation de la parcelle ne permet aucune division du travail, aucune utilisation des méthodes scientifiques, par conséquent, aucune diversité de développement, aucune variété de talents, aucune richesse de rapports sociaux.

Chacune des familles paysannes se suffit presque complètement à elle-même, produit directement elle-même la plus grande partie de ce qu'elle consomme et se procure ainsi ses moyens de subsistance bien plus par un échange avec la nature que par un échange avec la société. La parcelle, le paysan et sa famille ; à côté, une autre parcelle, un autre paysan et une autre famille. Un certain nombre de ces familles forment un village et un certain nombre de villages un département. Ainsi, la grande masse de la nation française est constituée par une simple addition de grandeurs de même nom, à peu près de la même façon qu'un sac rempli de pommes de terre forme un sac de pommes de terre.

Dans la mesure où des millions de familles paysannes vivent dans des conditions économiques qui les séparent les unes des autres et opposent leur genre de vie, leurs intérêts et leur culture à ceux des autres classes de la société, elles constituent une classe. Mais elles ne constituent pas une classe dans la mesure où il n'existe entre les paysans parcellaires qu'un lien local et où la similitude de leurs intérêts ne crée entre eux aucune communauté, aucune liaison nationale ni aucune organisation politique. C'est pourquoi ils sont incapables de défendre leurs intérêts de classe en leur propre nom, soit par l'intermédiaire d'un Parlement, soit par l'intermédiaire d'une Assemblée. Ils ne peuvent se représenter eux-mêmes, ils doivent être représentés.

Leurs représentants doivent en même temps leur apparaître comme leurs maîtres, comme une autorité supérieure, comme une puissance gouvernementale absolue, qui les protège contre les autres classes et leur envoie d'en haut la pluie et le beau temps. L'influence politique des paysans parcellaires trouve, par conséquent, son ultime expression dans la subordination de la société au pouvoir exécutif.

8. Karl Marx, *Le Capital*, Livre 1, IIe section, chapitre VI, 1867

Pour pouvoir tirer une valeur échangeable de la valeur usuelle d'une marchandise, il faudrait que l'homme aux écus eût l'heureuse chance de découvrir au milieu de la circulation, sur le marché même, une marchandise dont la valeur usuelle possédât la vertu particulière d'être source de valeur échangeable, de sorte que la consommer, serait réaliser du travail et par conséquent, créer de la valeur. Et notre homme trouve effectivement sur le marché une marchandise douée de cette vertu spécifique, elle s'appelle puissance de travail ou force de travail. Sous ce nom il faut comprendre l'ensemble des facultés physiques et intellectuelles qui existent dans le corps d'un homme dans sa personnalité vivante, et qu'il doit mettre en mouvement pour produire des choses utiles.

Pour que le possesseur d'argent trouve sur le marché la force de travail à titre de marchandise, il faut cependant que diverses conditions soient préalablement remplies. L'échange des marchandises, par lui-même, n'entraîne pas d'autres rapports de dépendance que ceux qui découlent de sa nature. Dans ces données, la force de travail ne peut se présenter sur le marché comme marchandise, que si elle est offerte ou vendue par son propre possesseur. Celui-ci doit par conséquent pouvoir en disposer, c'est à dire être libre propriétaire de sa puissance de travail, de sa propre personne. Le possesseur d'argent et lui se rencontrent sur le marché et entrent en rapport l'un avec l'autre comme échangistes au même titre. Ils ne diffèrent qu'en ceci : l'un achète et l'autre vend, et par cela même, tous deux sont des personnes juridiquement égales.

Pour que ce rapport persiste, il faut que le propriétaire de la force de travail ne la vende jamais que pour un temps déterminé, car s'il la vend en bloc, une fois pour toutes, il se vend lui-même, et de libre qu'il était se fait esclave, de marchand, marchandise. S'il veut maintenir sa personnalité, il ne doit mettre sa force de travail que temporairement à la disposition de l'acheteur, de telle sorte qu'en l'aliénant il ne renonce pas pour cela à sa propriété sur elle.

La seconde condition essentielle pour que l'homme aux écus trouve à acheter la force de travail, c'est que le possesseur de cette dernière, au lieu de pouvoir vendre des marchandises dans lesquelles son travail s'est réalisé, soit forcé d'offrir et de mettre en vente, comme une marchandise, sa force de travail elle-même, laquelle ne réside que dans son organisme.

Quiconque veut vendre des marchandises distinctes de sa propre force de travail doit naturellement posséder des moyens de production tels que matières premières, outils, etc. Il lui est impossible, par exemple, de faire des bottes sans cuir, et de plus il a besoin de moyens de subsistance. Personne, pas même le musicien de l'avenir, ne peut vivre des produits de la postérité, ni subsister au moyen de valeurs d'usage dont la production n'est pas encore achevée ; aujourd'hui, comme au premier jour de son apparition sur la scène du monde, l'homme est obligé de consommer avant de produire et pendant qu'il produit. Si les produits sont des marchandises, il faut qu'ils soient vendus pour pouvoir satisfaire les besoins du producteur. Au temps nécessaire à la production, s'ajoute le temps nécessaire à la vente.

La transformation de l'argent en capital exige donc que le possesseur d'argent trouve sur le marché le *travailleur libre*, et *libre* à un double point de vue. Premièrement le travailleur doit être une personne libre, disposant à son gré de sa force de travail comme de sa marchandise à lui ; secondement, il doit n'avoir pas d'autre marchandise à vendre ; être, pour ainsi dire, libre de tout, complètement dépourvu des choses nécessaires à la réalisation de sa puissance travailleuse.

Pourquoi ce travailleur libre se trouve-t-il dans la sphère de la circulation ? C'est là une question qui n'intéresse guère le possesseur d'argent pour lequel le marché du travail n'est qu'un embranchement particulier du marché des marchandises ; et pour le moment elle ne nous intéresse pas davantage. Théoriquement nous nous en tenons au fait, comme lui pratiquement. Dans tous les cas il y a une chose bien claire : la nature ne produit pas d'un côté des possesseurs d'argent ou de marchandises et de l'autre des possesseurs de leurs propres forces de travail purement et simplement. Un tel rapport n'a aucun fondement naturel, et ce n'est pas non plus un rapport social commun à toutes les périodes de

l'histoire. Il est évidemment le résultat d'un développement historique préliminaire, le produit d'un grand nombre de révolutions économiques, issu de la destruction de toute une série de vieilles formes de production sociale.

9. Karl Marx, *Le Capital*, Livre 1, IIe section, chapitre VI, 1867

Il nous faut maintenant examiner de plus près la force de travail. Cette marchandise, de même que toute autre, possède une valeur. Comment la détermine-t-on ? Par le temps de travail nécessaire à sa production.

En tant que valeur, la force de travail représente le quantum de travail social réalisé en elle. Mais elle n'existe en fait que comme puissance ou faculté de l'individu vivant. L'individu étant donné, il produit sa force vitale en se reproduisant ou en se conservant lui-même. Pour son entretien ou pour sa conservation, il a besoin d'une certaine somme de moyens de subsistance. Le temps de travail nécessaire à la production de la force de travail se résout donc dans le temps de travail nécessaire à la production de ces moyens de subsistance ; ou bien la force de travail a juste la valeur des moyens de subsistance nécessaires à celui qui la met en jeu.

La force de travail se réalise par sa manifestation extérieure. Elle s'affirme et se constate par le travail, lequel de son côté nécessite une certaine dépense des muscles, des nerfs, du cerveau de l'homme, dépense qui doit être compensée. Plus l'usure est grande, plus grands sont les frais de réparation. Si le propriétaire de la force de travail a travaillé aujourd'hui, il doit pouvoir recommencer demain dans les mêmes conditions de vigueur et de santé. Il faut donc que la somme des moyens de subsistance suffise pour l'entretenir dans son état de vie normal.

Les besoins naturels, tels que nourriture, vêtements, chauffage, habitation, etc., diffèrent suivant le climat et autres particularités physiques d'un pays. D'un autre côté le nombre même de soi-disant besoins naturels, aussi bien que le mode de les satisfaire, est un produit historique, et dépend ainsi, en grande partie, du degré de civilisation atteint. Les origines de la classe salariée dans chaque pays, le milieu historique où elle s'est formée, continuent longtemps à exercer la plus grande influence sur les habitudes, les exigences et par contrecoup les besoins qu'elle apporte dans la vie. La force de travail renferme donc, au point de vue de la valeur, un élément moral et historique ; ce qui la distingue des autres marchandises. Mais pour un pays et une époque donnés, la mesure nécessaire des moyens de subsistance est aussi donnée.

Les propriétaires des forces de travail sont mortels. Pour qu'on en rencontre toujours sur le marché, ainsi que le réclame la transformation continuelle de l'argent en capital, il faut qu'ils s'éternisent, « comme s'éternise chaque individu vivant, par la génération. » Les forces de travail, que l'usure et la mort viennent enlever au marché, doivent être constamment remplacées par un nombre au moins égal. La somme des moyens de subsistance nécessaires à la production de la force de travail comprend donc les moyens de subsistance des remplaçants, c'est à dire des enfants des travailleurs, pour que cette singulière race d'échangistes se perpétue sur le marché.

D'autre part, pour modifier la nature humaine de manière à lui faire acquérir aptitude, précision et célérité dans un genre de travail déterminé, c'est à dire pour en faire une force de travail développée dans un sens spécial, il faut une certaine éducation qui coûte elle-même une somme plus ou moins grande d'équivalents en marchandises. Cette somme varie selon le caractère plus ou moins complexe de la force de travail. Les frais d'éducation, très minimes d'ailleurs pour la force de travail simple, rentrent dans le total des marchandises nécessaires à sa production. Comme la force de travail équivaut à une somme déterminée de moyens de subsistance, sa valeur change donc avec leur valeur, c'est à dire proportionnellement au temps de travail nécessaire à leur production.

10. Edward P. Thompson, *La Formation de la classe ouvrière anglaise*, préface, 1963.

Le titre de ce livre est maladroit, mais il a le mérite d'être adéquat. Le mot « formation » (*making*) indique que l'objet de cette étude est un processus actif, mis en œuvre par des agents tout autant que par des conditions. La classe ouvrière n'est pas apparue comme le soleil à un moment donné. Elle a été partie prenante de sa propre formation.

Nous parlerons de *classe*, et non de classes, pour des raisons que ce livre a notamment pour objet d'étudier. Il y a, naturellement, une différence. L'expression « classes laborieuses » est descriptive et élude autant qu'elle définit. Ce terme désigne, de façon peu rigoureuse, un ensemble de phénomènes distincts. On trouve ici des tailleurs, là des tisserands, et ensemble ils constituent les classes laborieuses.

J'entends par classe un phénomène *historique*, unifiant des événements disparates et sans lien apparent, tant dans l'objectivité de l'expérience que dans la conscience. J'insiste sur le caractère historique du phénomène. Je ne conçois la classe ni comme une « structure » ni même comme une « catégorie », mais comme quelque chose qui se passe en fait — et qui, on peut le montrer, s'est passé — dans les rapports humains.

De plus, la notion de classe implique celle de rapport historique. Comme tout autre rapport, c'est un phénomène dynamique qui échappe à l'analyse dès lors qu'on tente de le figer à un moment particulier pour en dégager les composantes. La grille sociologique la plus fine ne saurait mettre en évidence un pur modèle de classe, pas plus qu'un pur modèle de déférence ou d'amour. Ce rapport doit toujours s'incarner dans des hommes et un contexte réels. En outre, nous ne pouvons avoir deux classes distinctes, ayant chacune une existence indépendante, que l'on met ensuite en rapport l'une avec l'autre. L'amour n'est pas concevable sans amants, ni la déférence sans *squires* [seigneurs] et paysans. On peut parler de classe lorsque des hommes, à la suite d'expériences communes (qu'ils partagent ou qui appartiennent à leur héritage), perçoivent et articulent leurs intérêts en commun et par opposition à d'autres hommes dont les intérêts diffèrent des leurs (et, en général, s'y opposent). L'expérience de classe est en grande partie déterminée par les rapports de production dans lesquels la naissance ou les circonstances ont placé les hommes. La conscience de classe est la manière dont ces expériences se traduisent en termes culturels et s'incarnent dans des traditions, des systèmes de valeurs, des idées et des formes institutionnelles. Au contraire de l'expérience de classe, la conscience de classe ne se présente pas comme déterminée. On peut certes discerner une logique dans les réactions de groupes d'hommes aux métiers similaires face à des expériences similaires, mais nous ne pouvons pas formuler de loi. La conscience de classe naît de la même façon en des lieux et à des époques différentes, mais jamais tout à fait de la même façon.

On a trop souvent tendance de nos jours à voir dans la classe une chose. Ce n'est pas le sens du mot classe tel que Marx l'a employé dans ses ouvrages historiques, et pourtant c'est l'acception erronée que l'on trouve dans de nombreux écrits « marxistes » récents. On attribue à « la classe ouvrière » une existence réelle, quasi définissable en termes mathématiques un certain nombre d'hommes occupant une certaine position par rapport aux moyens de production. Une fois ce postulat accepté, il devient possible d'en déduire la conscience de classe qu'« elle » devrait avoir (mais possède en fait rarement) si « elle » avait une conscience juste de sa situation et de ses intérêts réels. Il existe une superstructure à travers laquelle cette conscience se fait jour sous des formes inefficaces. Ces « retards » et ces déformations culturelles sont gênants, et il est aisé d'aboutir, à partir de là, à une théorie de substitution : le parti, la secte ou le théoricien qui révèlent la conscience de classe non pas telle qu'elle est, mais telle qu'elle devrait être.

On commet une erreur analogue de l'autre côté de la barrière idéologique. D'une certaine façon, cette erreur est le négatif exact de la précédente. Puisqu'il est facile de réfuter la notion rudimentaire de classe attribuée à Marx, on en déduit que toute notion de classe n'est qu'une construction théorique plaquée sur la réalité. On nie l'existence même des classes. D'une autre façon, et par un curieux

retournement, on peut passer d'une vision dynamique à une vision statique. La classe ouvrière existe bel et bien, et on peut la définir avec une certaine précision comme une composante de la structure sociale. Mais la conscience de classe est une chose néfaste inventée par des intellectuels égarés, puisqu'il convient de dénoncer comme « symptôme de désordre injustifié » tout ce qui trouble la coexistence harmonieuse de groupes jouant des « rôles sociaux » différents et entrave ainsi la croissance économique. Il s'agit de trouver la meilleure manière d'amener la classe ouvrière à accepter son rôle social et de savoir comment « traiter et canaliser » son mécontentement.

11. Geoffrey de Ste.-Croix, « Karl Marx et l'interprétation de l'Histoire ancienne et moderne », 1984.

a) Il devient maintenant essentiel de fournir une définition de la classe à la fois au sens général en tant que catégorie sociale, que rapport, et de la classe individuelle. Dans la pensée de Marx, *la classe* est apparue au début des années 1840 principalement comme *un rapport d'exploitation*, ce qu'elle est toujours restée par la suite. C'est la formulation la plus succincte possible, et c'est ainsi que je considérerai la classe dans la suite (au risque, peut-être, de trop simplifier à l'occasion), car c'était le sens fondamental de « *classe* » pour Marx, bien qu'il ait parfois été amené à employer le terme de différentes manières. Voilà pour le concept général de classe. *Une classe* (une classe en particulier) est un groupe de personnes dans une communauté, identifié par leur position dans l'ensemble du système de production sociale, laquelle est définie avant tout par leur rapport (principalement en termes du degré de propriété et de contrôle) avec les conditions de production (c'est-à-dire les moyens de production et le travail productif) et avec les autres classes. Les classes des sociétés individuelles sont donc produites par les modes de production de leurs sociétés.

b) *L'exploitation* (l'extraction d'un surplus, au sens de Marx) peut être ce que j'ai appelé « *directe et individuelle* » (comme pour les salariés, esclaves, serfs, locataires ou débiteurs exploités par des employeurs, maîtres, propriétaires fonciers ou prêteurs particuliers) ou « *indirecte et collective* » (comme quand un État qui représente principalement les intérêts d'une ou plusieurs classes supérieures impose des taxes, une conscription militaire, du travail forcé ou d'autres services uniquement ou d'une façon disproportionnée à une ou plusieurs classes exploitées particulières). Certaines classes mineures dans des sociétés particulières peuvent échapper à l'exploitation jusqu'à un certain point, voire entièrement – par exemple, certains commerçants dans le monde grec et même dans le monde romain. Mais de telles exceptions mineures ne doivent pas occulter la règle générale qui est que dans la grande majorité des cas, la marque d'une classe donnée, qui dérive de sa position dans le système de production sociale dont elle fait partie, est l'exploitation qu'elle pratique ou subit : d'où ma définition sommaire de la classe comme « *un rapport d'exploitation* ».

Le conflit de classe est essentiellement le rapport fondamental d'antagonisme entre classes, qui comporte *l'exploitation* et la résistance à celle-ci, mais *pas nécessairement* a) la participation collective régulière à une *activité politique* en commun, ni b) la *conscience de classe* impliquant un antagonisme envers les membres d'autres classes en tant que tels, même s'il est probable que ces traits apparaissent quand une classe a atteint un certain stade de développement. Il est probable qu'une classe qui en exploite d'autres emploie contre elles des formes de domination politique et d'oppression quand elle le peut ; la démocratie peut atténuer ce processus.

12. Erik Olin Wright, *Class Counts. Comparative Studies In Class Analysis*, 1997.

Au sein de la tradition marxiste d'analyse de la classe, les divisions de classe sont définies en premier lieu en termes de liens entre les rapports de propriété et l'exploitation. Maîtres et esclaves constituent des classes dans la mesure où un rapport spécifique de propriété (les droits de propriété sur les personnes) engendre l'exploitation (l'appropriation des fruits du travail de l'esclave par le maître). À l'inverse, les propriétaires de logement et les locataires ne constituent pas des « classes » même s'ils

se distinguent par des droits de propriété sur le logement parce que cette division ne constitue pas la base pour l'exploitation des locataires par les propriétaires.

Au sein de la société capitaliste, la forme centrale d'exploitation repose sur les droits de propriété sur les moyens de production. Ces droits de propriété produisent trois classes fondamentales : les *capitalistes* (exploiteurs), qui possèdent les moyens de production et embauchent des travailleurs ; les *travailleurs* (exploités), qui ne possèdent pas les moyens de production et vendent leur « force de travail » – c'est-à-dire leur capacité à travailler – aux capitalistes ; et les *petits bourgeois* (ni exploités ni exploités), qui possèdent et contrôlent les moyens de production sans recruter de travailleurs salariés. Comment le rapport capital/travail engendre-t-il l'exploitation ? L'analyse marxiste est bien connue : privés de la propriété des moyens de production, les travailleurs doivent vendre leur force de travail à ceux qui les possèdent, afin d'obtenir des moyens d'existence. Dans ce rapport d'échange, ils acceptent de travailler pour une durée spécifique de travail en échange d'un salaire qui va leur permettre d'acheter de quoi subvenir à leurs besoins fondamentaux. En raison du rapport de pouvoir entre capitalistes et travailleurs, les premiers peuvent forcer les seconds à produire davantage que ce qui est strictement nécessaire pour leur fournir ces moyens de subsistance. De ce fait, les travailleurs produisent une plus-value que s'approprient les capitalistes et qui va prendre la forme de profits. Ces profits correspondent au montant du produit social qui demeure une fois déduits les coûts de production et de reproduction de tous les *inputs* (aussi bien la force de travail que les *inputs* physiques), et ils constituent une appropriation des fruits du travail des salariés.

Décrire ce rapport en termes d'exploitation constitue une prise de position quant au fondement du conflit inhérent entre travailleurs et capitalistes dans la relation d'emploi. Cela permet de pointer le fait crucial que ce conflit ne porte pas simplement sur le *niveau des salaires*, mais sur la quantité d'*effort de travail* fourni en contrepartie de ces salaires. Les capitalistes souhaitent toujours que les travailleurs accomplissent davantage d'effort que ce que ces derniers sont disposés à fournir. Comme l'affirment Bowles et Gintis (1990), le niveau ordinaire d'effort accompli par les travailleurs est toujours sous-optimal pour les capitalistes, et ces derniers doivent adopter diverses stratégies de surveillance et de contrôle afin d'accroître l'effort de travail. Bien que l'intensité du conflit ouvert engendré par ces rapports est très variable selon l'époque et le lieu, et bien que puissent s'établir des compromis de classe marqués par un haut niveau de coopération entre les travailleurs et la direction, il reste que l'antagonisme sous-jacent des intérêts matériels demeure tant que persiste le rapport d'exploitation.

Pour atteindre certains objectifs théoriques et empiriques, cette image simple de la structure de classe peut suffire. Par exemple, si l'objectif principal d'une analyse consiste à explorer les différences fondamentales entre les structures de classe du féodalisme et du capitalisme, une analyse de la société capitaliste qui repose entièrement sur le rapport entre capitalistes et travailleurs peut être adaptée. Néanmoins, pour bien des phénomènes que l'analyse de classe cherche à éclairer, il nous faut un ensemble plus nuancé de catégories. En particulier, nous avons besoin de concepts qui permettent deux types d'analyses : d'une part, l'analyse de la variation – dans le temps et dans l'espace – des structures de classe de sociétés capitalistes concrètes ; et d'autre part l'analyse des modalités selon lesquelles les vies des individus sont affectées par leurs positions au sein de la structure de classe. La première est nécessaire dès lors que nous cherchons à explorer finement les variations à un niveau macro-social ; la seconde l'est si nous souhaitons utiliser efficacement le concept de classe dans des analyses menées au niveau micro-social.

Ces deux tâches supposent d'élaborer une conceptualisation de la structure de classe dans les sociétés capitalistes qui aille au-delà de la polarisation centrale entre capitalistes et travailleurs. Cela implique en particulier d'introduire de nouvelles formes de complexité dans le concept de classe en posant quatre problèmes généraux pour l'analyse structurelle de classe : premièrement, la « classe moyenne » au sein de la structure de classe ; deuxièmement, les individus qui ne figurent pas parmi la force de travail salariée au sein de la structure de classe ; troisièmement, les ressources capitalistes possédées par les salariés ; et quatrièmement la dimension temporelle des positions de classe.

13. Maud Simonet, *Travail gratuit : la nouvelle exploitation*, 2018.

Leçon 1 : Penser le travail gratuit comme un déni de travail, « au nom de » valeurs

La première leçon a trait à la définition du travail gratuit. L'analyse du travail domestique nous enseigne que l'on ne peut simplement le définir par la négative, comme un travail qui ne serait pas payé. Le travail domestique, on l'a vu, est bien plus qu'un travail sans rémunération, c'est un déni de travail, une non reconnaissance comme travailleuse au nom d'une reconnaissance comme « femme », « mère », « épouse ». Le travail gratuit dont il est question ici, celui qui a préoccupé les féministes, est tout à la fois gratuit et invisible comme travail... parce que visible comme « amour ». Son absence de valeur monétaire se fonde justement sur cette autre valeur, l'amour. Sa dévalorisation monétaire se justifie par cette autre forme de valorisation. De même, le travail domestique n'est pas vide d'institutions, de normes, de règles, au contraire il en est saturé, que l'on pense au mariage, aux règles de l'héritage, de la filiation, à la définition juridique de la parenté... mais ce ne sont pas les institutions du travail qui l'organisent et le définissent. La notion de travail gratuit, telle qu'elle se dégage de cette perspective féministe sur le travail domestique, est donc une appropriation comme travail d'une activité qui n'est pas vécue comme telle parce qu'exercée au nom de l'amour. C'est sur ce déni et au nom de cette valeur que repose cette appropriation.

Leçon 2 : Penser l'exploitation au-delà du marché

Sans chercher à réconcilier l'approche des féministes marxistes et radicales, on ne peut manquer de réfléchir à ce qu'elles apportent par leurs critiques respectives de l'approche marxiste traditionnelle de l'exploitation. D'un côté, l'analyse féministe de la reproduction nous montre comment le capitalisme s'appuie, se nourrit, repose en un mot sur le non-marchand, l'en dehors du marché, sur ces affects et ces valeurs qui composent et mettent en œuvre le travail domestique. Pour fonctionner, le capitalisme exploite bien au-delà de l'usine, de l'entreprise et du marché, jusque dans « nos cuisines et nos chambres à coucher ». De l'autre côté, celui de l'analyse féministe matérialiste et notamment de l'approche développée par Christine Delphy, c'est plutôt une invitation à envisager l'exploitation au-delà de sa forme capitaliste qui nous est lancée. Toutes les formes d'exploitation ne passent pas par le marché, elles ne se conçoivent pas toutes comme une différence, une soustraction, un écart – entre la rémunération de la force de travail et le prix de vente sur le marché – elles ne se mesurent pas toutes par le profit monétaire. Dans un cas comme dans l'autre, les analyses féministes du travail domestique nous obligent à sortir de l'équation : exploitation = salariat = capitalisme = marché, à nous en décentrer.

Leçon 3 : Penser le travail gratuit au prisme des rapports sociaux

Enfin, les travaux féministes sur le travail domestique mettent en lumière combien le travail gratuit est pris dans des rapports sociaux, de sexe bien sûr, mais aussi de classe et de race. Il l'est à la fois dans ses processus d'assignation (le travail domestique est principalement assigné aux femmes) et dans ses usages sociaux (il n'a pas le même sens pour les femmes blanches des classes moyennes et les femmes racisées des classes populaires).